

Avis n°18-139068

Référence de TED :

[2018/S 207-471650](#) - annonce diffusée le 26 octobre 2018

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur

<http://www.boamp.fr/avis/detail/18-139068/officiel>

Département(s) de publication : **75, 30**

Annonce No **18-139068**

I.II.III.IV.VI.

AVIS DE MARCHÉ

Directive 2014/24/UE

Le présent avis constitue un appel à la concurrence

Section I : Pouvoir adjudicateur

I.1) NOM ET ADRESSES

APIJ, 30 rue du château des rentiers, Point(s) de contact : Côme DE SAINT MAURICE, 75013, Paris, F,

Téléphone : (+33) 1 53 94 88 34, Courriel : come.de-saint-maurice@apij-justice.fr, Code NUTS : FR

Adresse(s) internet :

Adresse principale : <http://www.apij.justice.fr>

Adresse du profil acheteur : <http://www.achatpublic.com>

I.2) PROCÉDURE CONJOINTE

I.3) COMMUNICATION

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse :

https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2018_K0tKdWeV4l&v=1&selected=0

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

le ou les point(s) de contact susmentionné(s)

Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées :

par voie électronique à l'adresse :

https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2018_K0tKdWeV4l&v=1&selected=0

au(x) point(s) de contact susmentionné(s)

I.4) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Organisme de droit public

I.5) ACTIVITÉ PRINCIPALE

Autre activité : Opérateur immobilier de la justice

Section II : Objet

II.1) ÉTENDUE DU MARCHÉ

II.1.1) Intitulé : **Marché public global sectoriel pour la conception, la réalisation et l'aménagement de l'extension de la Maison d'Arrêt de Nîmes**

Numéro de référence :

II.1.2) Code CPV principal :

Descripteur principal : 45216113

Descripteur supplémentaire :

II.1.3) Type de marché

Travaux

II.1.4) Description succincte : Le marché a pour objet la **conception, la réalisation et l'aménagement de l'extension de la maison d'arrêt de Nîmes (Gard), comprenant la construction d'un quartier maison d'arrêt hommes de 120 places et d'un quartier maison d'arrêt femmes de 30 places, avec les cours de promenades et terrains de sports correspondants. Les surfaces utiles du programme représentent environ 3000 mètres carrés pour les quartiers d'hébergement neufs et 4000 mètres carrés pour les aires extérieures.**

II.1.5) Valeur totale estimée :

Valeur **hors TVA** : **16 470 000 euros**

II.1.6) Information sur les lots :

Ce marché est divisé en lots : non

II.2) DESCRIPTION

II.2.1) Intitulé :

Lot n° :

II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)

Code CPV principal : 45216113

Descripteur supplémentaire :

II.2.3) Lieu d'exécution

Code NUTS : FRJ12

Lieu principal d'exécution : Nîmes (30)

II.2.4) Description des prestations : Conception, réalisation, aménagement de l'extension de la maison d'arrêt de Nîmes (Gard)

II.2.5) Critères d'attribution

Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché

II.2.6) Valeur estimée

Valeur hors TVA : 16 470 000 euros

II.2.7) **Durée du marché**, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique

Durée **en mois** : 53

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : non

Description des modalités ou du calendrier des reconductions :

II.2.9) Informations sur les limites concernant le **nombre de candidats** invités à participer

Nombre **maximal** : 5

Critères objectifs de limitation du nombre de candidats : L'analyse sera effectuée en deux temps (voir annexe 1) : 1/ **Recevabilité des candidatures** (capacité des candidats à répondre au marché) 2/ Dans l'hypothèse où le nombre de candidatures recevables est supérieur au nombre maximaux mentionnés, **sélection** de 5 candidats parmi les candidats recevables.

II.2.10) **Variantes**

Des variantes seront prises en considération : **non**

II.2.11) Information sur les **options**

Options : **non**

II.2.12) Informations sur les catalogues électroniques

II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : non

Identification du projet :

II.2.14) Informations complémentaires : Le projet de DCE est consultable sur ce lien :

https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2018_K0tKdWeV4I&v=1&selected=

Section III : Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION

III.1.1) **Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession**

Liste et description succincte des conditions : i. **Le formulaire DC 1** " Lettre de candidature – désignation du mandataire par ses cotraitants " **version du 31/03/2016** complétée et signée par le candidat.ii. **Une déclaration sur l'honneur datée et signée par le candidat, en application de l'article 48 du décret no 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics**, pour justifier qu'il n'entre dans **aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance no2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.**iii. **Une référence de l'inscription à l'ordre des architectes en cours de validité** (ou équivalent pour les candidats non établis en France), pour l'architecte uniquement.iv. Si le candidat est en redressement judiciaire, au sens de l'article L. 631-1 du code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

III.1.2) Capacité économique et financière

Liste et description succincte des critères de sélection : voir **Annexe 1** du présent avis, disponible sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur :

https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2018_K0tKdWeV4l&v=1&selected=

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) : voir **Annexe 1** du présent avis, disponible sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur :

https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2018_K0tKdWeV4l&v=1&selected=

III.1.3) Capacité technique et professionnelle

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis : voir **Annexe 1** du présent avis, disponible sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur :

https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2018_K0tKdWeV4l&v=1&selected=

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) : voir **Annexe 1** du présent avis, disponible sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur :

https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2018_K0tKdWeV4l&v=1&selected=

III.1.5) Informations sur les marchés réservés :

III.2) CONDITIONS LIÉES AU MARCHÉ

III.2.1) Information relative à la profession

Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables :

III.2.2) Conditions particulières d'exécution :

Le groupement est composé **au minimum** : — d'un **architecte** inscrit à l'ordre des architectes (ou équivalent pour les candidats non établis en France), — d'un **bureau d'études techniques**, — d'une **entreprise générale** (ou d'un groupement solidaire d'entreprises), mandataire du groupement. En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus. Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur souhaite interdire aux architectes, aux entreprises générales et aux bureaux d'études technique de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de membre de plusieurs groupements.

III.2.3) Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché

Obligation d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution du marché

III.2.4) Marché éligible au MPS

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Section IV : Procédure

IV.1) DESCRIPTION

IV.1.1) Type de procédure

Procédure restreinte

IV.1.3) Informations sur l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique

Dans le cas d'accords-cadres - justification d'une durée dépassant quatre ans :

IV.1.4) Informations sur la réduction du nombre de solutions ou d'offres durant la négociation ou le dialogue

IV.1.5) Information sur la négociation

IV.1.6) Enchère électronique :

IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics : **oui**

IV.2) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

IV.2.1) Publication antérieure relative à la présente procédure

Numéro de l'avis au JO série S :

IV.2.2) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

30 novembre 2018 - 12:00

IV.2.3) Date d'envoi estimée des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés

Date :

IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation :

français

IV.2.6) Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre :

L'offre doit être valable jusqu'au :

ou

Durée en mois : **8 (A compter de la date limite de réception des offres)**

IV.2.7) Modalité d'ouverture des offres

Informations sur les personnes autorisées et les modalités d'ouverture :

Section VI : Renseignements complémentaires

VI.1) RENOUELEMENT

Il ne s'agit pas d'un marché renouvelable

Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis :

VI.2) INFORMATIONS SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES

VI.3) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

1. Les candidats admis à présenter une offre devront produire un **rendu de niveau avant-projet sommaire**. 2. Une prime égale à **83 000 eur (H.T.)** sera allouée à chacun des candidats ayant remis une offre complète et conforme. Cette prime sera prise en compte dans la rémunération de l'attributaire du marché. 3. La durée du marché mentionnée section 2, rubrique Ii.2.7 est donnée à titre indicatif. 4. Le marché est passé sur le fondement de l'article 35 5° de l'ordonnance du 23.7.2015 relative aux marchés publics. 5. L'heure limite de remise des dossiers de candidature indiquée à la rubrique Iv.2.2 est l'heure de Paris. 6. Eu égard à la nature des travaux objets de la présente consultation et aux impératifs de sécurité qu'ils exigent, le projet de dossier de consultation des entreprises (Dce) donné à titre indicatif en phase de candidature comporte uniquement les pièces administratives et une note technique du projet en application des dispositions du deuxième alinéa du II de l'article 39 du décret no 2016-360 du 25.3.2016 relatif aux marchés publics. Ces documents, disponibles en téléchargement sur la plateforme achat public, sont uniquement destinés à l'information des candidats. Ils ne doivent en aucun cas servir de base à une réponse ; la procédure étant de type restreint. En conséquence, les moyens par lesquels les DCE définitifs pourront être obtenus ne seront communiqués qu'aux candidats admis à remettre une offre. 7. Le montant indiqué à l'article 2.6 exprimé en date de valeur novembre 2018 est un montant estimatif. 8. **Le projet sera réalisé en BIM**

VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Paris, Tribunal administratif de Paris - greffe du TA de Paris – 7 rue de Jouy, 75004, PARIS, F, Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr , Adresse internet : <http://www.paris.tribunal-administratif.fr>

VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation :

VI.4.3) Introduction de recours :

VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :

Tribunal administratif de Paris, Tribunal administratif de Paris - greffe du TA de Paris – 7 rue de Jouy, 75004, PARIS, F, Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr , Adresse internet : <http://www.paris.tribunal-administratif.fr>

VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS

24 octobre 2018